



## Annulation brutale de presque tous les concours de recrutements au ministère de la culture

La CGT-Culture exige que le cabinet de Christine Albanel  
reçoive sans délai les organisations syndicales

**Décidément, ce gouvernement ne recule devant aucun mauvais coup dans son acharnement à asphyxier et à dépecer méthodiquement, jour après jour, le ministère de la culture.**

**Appliquant sans le moindre recul - et sans faire dans la dentelle - toute la gamme des préceptes nocifs de la RGPP (fusions des directions d'administration centrale, filialisations, externalisations, abandons de missions, privatisations...), Christine Albanel et son cabinet mettent en pratique, avec un zèle non contestable, l'orientation tracée par le François Fillon le 10 octobre 2007 : « moins de services, moins de personnel, moins d'État ». C'est dans ce cadre que, courant mars, la DAG a demandé aux différentes directions du ministère de supprimer d'un seul coup, par rapport aux effectifs arrêtés pour 2007, un nombre global d'emplois (équivalents temps plein) avoisinant les 380.**

Au regard des suppressions d'emplois déjà très importantes supportées par le budget du ministère de la culture ces cinq dernières années, et compte tenu de l'ampleur de tous les besoins non satisfaits dans les services, **cette nouvelle amputation est proprement scandaleuse et irresponsable.**

Madame Albanel et son équipe pensent-ils en effet, sérieusement, qu'avec son maigre budget, et à peine ses 25 000 agents répartis sur tout le territoire national, le ministère soit guetté par l'obésité, ou encore qu'il ait les caractéristiques d'une administration dispendieuse, aux ramifications tentaculaires ? D'autant plus si l'on met ces données en regard des missions qui ont présidé à la création de ce département ministériel, démocratiser la culture, la rendre accessible pour tous, que ces suppressions d'emplois viennent gravement remettre en cause. La CGT-Culture, comme l'ensemble des organisations syndicales, ne sont d'ailleurs pas seules à le dénoncer, à lire un article du 19 avril paru dans le journal *Le Monde* citant une note adressée par le Directeur de l'architecture et du patrimoine au Directeur de cabinet, et qui précisait que cela était « *de nature à poser la question du maintien du périmètre des missions fondatrices de notre ministère* ».

**Sans conteste donc, la situation est aujourd'hui devenue extrêmement grave, mais elle ne semble freiner aucunement ce gouvernement dans sa politique destructrice.**

**Dernier épisode, et non des moindres, le ministère vient brutalement d'annuler en début de semaine la presque totalité des concours de recrutement prévus sur 2008, à deux exceptions près toutefois, comme l'ont reconnu hier le cabinet de la Ministre et la DAG : pour les enseignants des écoles d'architecture, et pour les adjoints techniques d'accueil et de surveillance et de magasinage (pour moins de 10 postes dans ce second cas). Excessivement choquante en soi, et sans précédent d'une telle ampleur dans l'histoire de notre ministère, cette mesure remet en cause, au passage, plusieurs engagements ministériels passés devant les personnels et leurs représentants notamment à Versailles, aux Archives, au Mobilier national et Gobelins.**

**Dès hier matin, la CGT-Culture est très fermement intervenue devant le cabinet de Christine Albanel afin que la Ministre ou son représentant direct, le Directeur de cabinet, reçoive sans délai les organisations syndicales compte tenu de l'extrême gravité de cette annonce et de toutes ses conséquences pour les services, les missions de service public, les personnels et leurs conditions de travail.**

Pour seule réponse, nos interlocuteurs nous ont poliment indiqué que nous pourrions être reçus la semaine prochaine. Sans commentaire !

Pour conclure provisoirement, nous ne résistons pas à rappeler certaines récentes déclarations, du 4 avril, de Christine Albanel en direction des personnels du ministère : « *Je veux vous redire que notre ministère sort consolidé de cette étape, pour lui majeure, de la révision générale des politiques publiques (...)* »

Ça vaut vraiment son pesant de cacahuètes !

Paris, le 21 mai 2008